



ARRÊTÉ MUNICIPAL

**SCHSS 2026 / 004
DU 5 JANVIER 2026**

AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ SECURITÉ

MAGASIN BRICOMARCHE

Nous, Maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (articles R 143-1 à R 143-47),

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 143-1 à R 143-47,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 50/2021 en date du 12 octobre 2021 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 22 décembre 1981 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-973 du 13 septembre 2022 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 1 à 5),

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 16 décembre 2025, dressé après la visite de ladite Commission le 8 décembre 2025,

ARRÊTONS

Article 1^{er}

Lors de la visite périodique de sécurité en date du 8 décembre 2025, la commission de sécurité a émis un avis favorable pour le magasin Bricomarché situé 195 avenue Chanzy à Laval, sous réserve que les prescriptions soient réalisées.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1^{er} groupe du type "M" en 3^{ème} catégorie.

Effectif

Effectif du public : 332 personnes

Effectif du personnel : 16 personnes

Effectif total : 348 personnes

Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, sont à effectuer, dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

1 - Mettre à jour le plan des cantons de désenfumage conformément à l'article DF 2.

2 - Veiller à laisser en permanence les moyens de secours (extincteurs et RIA) visibles et facilement accessibles (article MS 39).

3 - Ne pas encombrer les circulations et les dégagements (article CO 37).

4 - Rendre visibles les blocs autonomes d'éclairage de sécurité et les panneaux de signalisation indiquant les sorties en supprimant ou déplaçant les publicités qui diminuent leur visibilité (article M 14).

5 - Veiller au bon fonctionnement de la porte coupe-feu de la réserve (articles R 143-10 et M 49).

6 - Limiter le stockage dans la salle de réunion de l'étage de tous matériaux et matières combustibles afin d'éviter les risques d'éclosion et de développement d'un incendie ou l'isoler conformément à l'article CO 28 § 2 à savoir :

- . murs et Planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure ;
- . Blocs-portes coupe-feu de degré ½ h et équipés d'un ferme-porte.

7 - Interdire l'emploi de fiches multiples (article EL 11).

- **Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra tous documents utiles au Service Communal d'Hygiène et Santé et de Sécurité de la Ville de Laval.**

Article 3

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, sont précisées ci-dessous :

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 143-4).

- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

. **Désenfumage** : Tous les ans par un technicien compétent (article DF 10).

. **Chauffage** : Tous les ans (article CH 58).

. **Installation de gaz** : Tous les ans (article GZ 30).

. **Installations électriques** : Tous les ans (article EL 19).

. **Eclairage de sécurité** : Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (articles EC 14 et EC 15).

. **Portes automatiques** : Contrat d'entretien (article CO 48).

. **Moyens de secours** (extincteurs-alarme) : Tous les ans (article MS 73).

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.

- Tenir à jour le registre de sécurité.

Article 4

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Patrice FOURTILLAN
Gérant du magasin Bricomarché
195 avenue Chanzy
53000 LAVAL

Article 6

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 7

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le Maire,
Pour le Maire et par délégation,
Le conseiller municipal délégué
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Exécutoire le :